

FRANCE ENQUÊTE

## Une fuite de données révèle l'ingérence des Émirats en France

Manipulation de l'information et renseignement privé : grâce à une fuite de documents et plusieurs témoignages, Mediapart révèle les coulisses de la stratégie d'influence des Émirats arabes unis en France. On y croise un agent du renseignement émirati, des détectives suisses, des chercheurs et deux célèbres journalistes français, ou encore un certain Alexandre Benalla.

**Yann Philippin** et **Antton Rouget**

1 mars 2023 à 09h39

Pas le temps de lire cet article ?

---

**L**a « Team Jorge », cette agence israélienne offrant des prestations de piratage et de diffusion massive de contenus manipulés sur Internet, devenue célèbre depuis les révélations de « Forbidden Stories » dans l'affaire BFMTV, n'est pas un acteur isolé de l'industrie de la désinformation.

Une enquête de Mediapart, qui s'appuie sur une fuite de données et des témoignages, révèle un réseau d'influence opérant en France pour le compte d'une puissance étrangère dont l'influence ne cesse de croître à Paris : les Émirats arabes unis (EAU).

Les activités de ce réseau sont coordonnées par une société d'intelligence économique basée en Suisse, Alp Services, qui a notamment procédé à des missions de renseignement privées pour le compte de leur client. En lien avec des chercheurs, dont l'un d'entre eux revendique un accès direct à Emmanuel Macron, des informations ont notamment été transmises à un agent du renseignement émirati, que nous avons pu identifier.

Cette nébuleuse a aussi procédé à la diffusion d'informations – sous de fausses identités sur Internet – dans le but de nuire à des adversaires des Émirats, mais apparaît aussi derrière l'édition en anglais et arabe du livre *Qatar Papers* des journalistes Christian Chesnot (Radio France) et Georges Malbrunot (*Le Figaro*), qui a révélé le financement d'associations musulmanes en Europe par le Qatar, l'ennemi juré des Émirats arabes unis.



© Illustration Justine Vernier / Mediapart

Les révélations de Mediapart s'inscrivent dans le contexte de la guerre de l'ombre que se livrent les deux voisins du Golfe, et qui a connu son paroxysme entre 2017 et 2021, lorsqu'une coalition menée par les Émirats, l'Arabie saoudite et l'Égypte, a mis en place un blocus du Qatar.

Le Qatar et les EAU sont tous deux de gros acheteurs d'armes françaises, et investissent sans compter dans l'immobilier, le sport (PSG) et la culture (Louvre Abu Dhabi). Ils ont aussi dépensé des fortunes auprès de cabinets de relations publiques et d'officines spécialisées dans le renseignement privé et la désinformation, afin d'influencer les leaders politiques et l'opinion publique des pays occidentaux.

Avec à la clé lobbying, publication de faux articles de presse, et même le *hacking*. Les Émirats ont monté l'opération Raven pour pirater des Qataris avec l'aide d'anciens cyberespions américains, tandis que le Qatar est soupçonné d'avoir espionné des opposants avec l'aide de *hackers* indiens.

Les coups tordus du Qatar en France et en Europe, au cœur du récent scandale de corruption au Parlement européen, ont été largement documentés. Les Émirats ont été épinglés pour leur lobbying agressif aux États-Unis – notamment à la suite du piratage de la boîte mail de leur ambassadeur –, mais leurs activités de l'autre côté de l'Atlantique étaient jusqu'à présent peu connues.

## Le détective suisse et l'agent émirati

Pour la première fois, Mediapart révèle les coulisses d'une opération d'influence en France et en Europe, supervisée directement par les services secrets émiratis. Les espions d'Abu Dhabi se sont appuyés sur la société de renseignement et d'influence suisse Alp Services, fondée en 1989 à Genève par Mario Brero, 76 ans, un vétéran du secteur aux méthodes controversées.

Il a été condamné en France pour s'être procuré illégalement en 2011 les relevés d'appels téléphoniques du mari d'Anne Lauvergeon, alors présidente d'Areva, qui l'a qualifié de « *barbouze* ».

Une précédente fuite de données d'Alp Services, révélée en 2021 par Heidi News, montre que Mario Brero aurait suscité des articles de presse destinés à critiquer un procureur genevois à la demande de la maîtresse de l'ancien roi d'Espagne Juan Carlos. Dans un enregistrement audio, il envisage la possibilité de vendre les recherches effectuées pour le compte d'un de ses clients, le marchand d'art d'Yves Bouvier, à son principal adversaire, le milliardaire russe Dmitri Rybolovlev, au motif que Bouvier n'avait pas payé Alp.

Tandis que des interlocuteurs nous ont accusés d'attaquer les Émirats pour rendre service au Qatar, nous leur avons rappelé que Mediapart était à l'origine de plusieurs affaires, notamment de corruption, mettant justement en cause des dignitaires qataris.

Ce grand déballage, fâcheux pour un homme de l'ombre, a rendu Mario Brero très soupçonneux envers ses collaborateurs. Son cabinet a été marqué par plusieurs départs ces dernières années, et plusieurs sources évoquent un management parfois brutal. En 2021, il a été condamné pour avoir fait signer un document sous la contrainte à une salariée dont il était en train de se

séparer. La victime a déclaré « *qu'un logiciel espion aurait existé sur tous les postes de travail des employés* », selon le jugement.

Relancé à plusieurs reprises, Mario Brero n'a pas souhaité répondre à nos questions. Ses avocats, Christian Lüscher et Yoann Lambert, expliquent qu'Alp Services « *est tenue à un strict secret professionnel, sous toutes ses formes [...], vis-à-vis de ses clients et des informations qu'elle est amenée à traiter pour le compte de ces derniers* ».

« *Au vu des éléments figurant dans votre courriel, il apparaît que vous vous êtes fait remettre des données couvertes par de tels secrets et obtenues de manière illicite* », ont ajouté les avocats d'Alp, qui nous ont mis en demeure de « *détruire toutes les données* » relatives à leur client, et de « *renoncer à toute diffusion d'informations obtenues par la commission d'actes illicites* ».

D'autres interlocuteurs nous ont accusés d'attaquer les Émirats pour rendre service au Qatar. Nous leur avons alors rappelé que Mediapart était à l'origine de plusieurs affaires, notamment de corruption, mettant justement en cause des dignitaires qataris. Ces révélations auraient même conduit, d'après les médias britanniques *The Sunday Times* et *The Bureau of Investigative Journalism*, le Qatar à cibler Mediapart dans une opération mondiale de *hacking*.

## **Avisa Partners et la lobbyiste Sihem Souid dans le viseur**

De nouveaux documents internes d'Alp Services, obtenus par Mediapart, montrent que Mario Brero s'est montré imprudent. Il a versé, dans le cadre d'un banal litige aux prud'hommes, des documents et des photos qui dévoilent des informations sur des apporteurs d'affaires et des clients d'Alp, dont le plus sensible : un agent secret émirati.

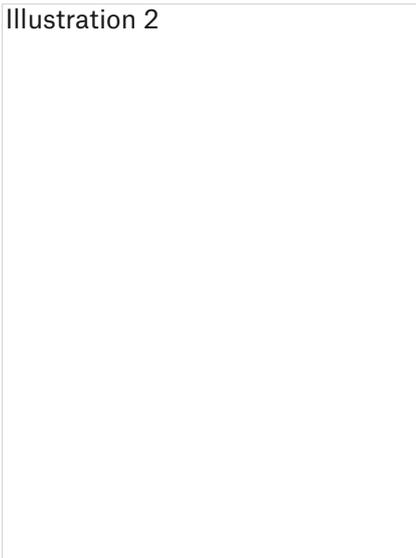
Cet homme, que nous avons identifié et que nous appellerons Mohammed (*lire notre Boîte noire*), est un haut gradé des services de renseignement d'Abu Dhabi. Il a eu recours aux services de Mario Brero depuis au moins

quatre ans.

En novembre 2018, le patron d'Alp exulte dans un SMS : il « *dîne en tête-à-tête avec Mohammed* », qui vient de lui confier « *3 mandats importants pour un total de... 1 million d'euros* ». Un autre contrat sera signé par la suite, avec des honoraires de 1,2 million de francs suisses (autant en euros) tous les six mois.

La mission est si sensible que les communications passent exclusivement par deux adresses anonymes à six chiffres, ouvertes sur le service de courriel chiffré Protonmail : la première pour Alp, la seconde pour leur agent traitant émirati, que nous appellerons 842943@protonmail.com. Mario Brero et ses collaborateurs rencontraient aussi discrètement, en Suisse ou à Abu Dhabi, l'agent Mohammed et son supérieur au sein des services, surnommé « *son excellence le boxeur* ».

Illustration 2



Mario Brero dirige le cabinet suisse Alp Services. © Document Mediapart

D'après les documents consultés par Mediapart, l'un des contrats prévoyait qu'Alp réalise notamment des enquêtes poussées sur les « *réseaux d'influence* » et les « *lobbyistes, influenceurs et journalistes* » du Qatar dans l'Union européenne.

Dans une proposition commerciale au client émirati, la société propose de cibler particulièrement Sihem Souid (ancienne policière et conseillère ministérielle socialiste,

devenue communicante et lobbyiste du Qatar en France), en enquêtant sur elle, « *son mari et leur société* », afin de trouver des « *informations négatives* ».

Alp compte également enquêter sur l'agence Avisia Partners, qui travaille pour le Qatar, comme l'a déjà raconté Mediapart. L'objectif d'Alp « *est clair* », selon le même document : « *Contrer les actions de lobbying du Qatar au niveau de l'Union européenne* » en « *révélant et en dénonçant [...] l'infrastructure de l'ombre* » mise en place par les « *agents agressifs tels qu'Avisia et Sihem Souid* ».

La situation ne manque pas de sel, puisque Avisia Partners s'est récemment positionnée pour un éventuel rachat d'Alp Services, selon nos informations. Sollicitée par Mediapart, la société française, qui dit ne plus travailler pour le Qatar « *depuis des années* », s'est refusée à tout commentaire à ce sujet, tout comme Alp Services.

Dans sa proposition aux Émirats, l'agence suisse de Mario Brero prévoit également des actions de « *contre lobbying* » visant le Qatar, incluant la diffusion d'informations anti-Qatar à des « *politiciens amis* » et la préparation de dossiers en vue d'intenter des actions judiciaires.

### **Objectif : cent articles de propagande par an**

L'objectif est aussi d'influencer la presse et de publier de faux articles attaquant le Qatar et les mouvements liés aux Frères musulmans, soutenus médiatiquement et financièrement par l'émirat gazier. Cette confrérie née en Égypte, et présente dans de nombreux pays, prône un islam politique, une idéologie anti-occidentale et un rigorisme des mœurs.

Les Frères musulmans sont au cœur des tensions dans le Golfe depuis le début des années 2000, lorsque le Qatar a renforcé ses relations avec eux, tandis que les Émirats et l'Arabie saoudite faisaient le choix inverse. Ce conflit s'est accentué en 2010 au moment des Printemps arabes, marqués par l'arrivée au pouvoir de membres de la confrérie en Tunisie et en Égypte, faisant craindre aux dictatures du Golfe de subir des mouvements similaires.

L'Arabie saoudite et les Émirats mènent depuis lors un fort lobbying pour tenter d'assimiler les Frères musulmans à une organisation terroriste.

Selon nos documents, Alp Services avait pour objectif de publier ou d'influencer cent articles par an pour le compte des EAU. Certains étaient publiés *via* de faux comptes, notamment dans le Club de Mediapart, l'espace participatif du journal, sous le pseudonyme de « Tanya Klein ». Entre 2018 et 2021, cette blogueuse fictive a publié quinze billets, tous dirigés contre les Frères musulmans et le Qatar.

« Excellente nouvelle, nous avons enfin notre gros article en France, qui a vient d'être publié dans le magazine "Valeurs actuelles". »

Équipe d'Alp Services, en novembre 2020

Ces publications ont été jugées suffisamment suspectes pour être repérées, avant cette enquête, par l'équipe de modération de Mediapart, qui les a dépubliées et a supprimé les droits de participation de « Tanya Klein » (*lire notre Boîte noire*). Dans le passé, la même manœuvre, visant à infiltrer l'espace participatif du journal pour le compte de riches clients a été utilisée par d'autres agences, comme Avisa Partners ou Majorelle (société de l'ancien conseiller en communication de Jean-Yves Le Drian).

Bien que supprimé, un billet de « Tanya Klein » a été cité dans un article, toujours en ligne celui-là, publié le 12 novembre 2020 sur le site de l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*. Signé par le journaliste Nicolas Clément, il décrit le Conseil des musulmans d'Europe comme « *la maison mère de la pieuvre islamiste [...] implantée sur le sol français* » qui serait « *épargnée par la riposte gouvernementale* » lancée après l'assassinat de Samuel Paty, survenu un mois plus tôt.

Le journaliste s'appuie à deux reprises sur les propos de « Tanya Klein » qui écrivait, deux mois plus tôt dans le

Club de Mediapart, que les Frères musulmans ont une « *stratégie bien connue* » consistant à « *changer le nom d'une de leurs organisations, lorsque celles-ci sont devenues controversées et ont fait couler trop d'encre* ».

Sollicité, Tugdual Denis, directeur adjoint de la rédaction de *Valeurs actuelles*, assure que son journaliste est tombé tout seul sur le billet de blog de « Tanya Klein » : « *Je vous garantis qu'il ne s'agit en aucun cas d'un papier de commande et que le journaliste a mené son enquête avec ses différentes sources, dont certaines ouvertes. Et j'insiste, nous n'avons pas eu de contact avec la société Alp Services.* »

Pourtant, dès le lendemain de la publication de l'article, les équipes d'Alp revendiquaient la paternité de la publication, dans un mail envoyé à l'adresse 842943@protonmail.com, utilisée par l'agent émirati Mohammed : « *Excellente nouvelle, nous avons enfin notre gros article en France, qui vient d'être publié dans le magazine Valeurs actuelles. [...] C'est dévastateur pour les réseaux des Frères musulmans français et embarrassant pour les autorités, qui ont oublié de se focaliser sur le Conseil des musulmans d'Europe.* »

L'agence suisse ajoute alors que « *l'article est en train d'être partagé et commenté des centaines de fois sur les réseaux sociaux* », et annonce qu'elle va « *maintenant travailler à mettre une pression supplémentaire auprès d'autres médias et un lobbying discret pour faire interdire le Conseil des musulmans d'Europe en France ou au moins le mettre sous enquête* ».

Dans un autre mail adressé à 842943@protonmail.com, Alp se vante d'avoir réussi à faire publier, sur le site belge *Histoiresroyales.fr*, spécialisé dans l'actualité des têtes couronnées, un article relayant les accusations de meurtre et de torture contre un membre de la famille royale du Qatar. « *Cher ami, voici l'article que nous venons de publier sur le frère de l'émir* », écrit Alp à son agent traitant. « *Il ne s'agit pas d'une publication sponsorisée* », dément Nicolas Fontaine, rédacteur en chef de *Histoiresroyales.fr*. Il ajoute que l'article « *est entièrement rédigé sur la base de trois sources* », des articles de journaux en anglais.

## **Disséquer les réseaux des Frères musulmans en Europe**

La mission d'Alp Services a aussi consisté à réaliser, en 2020, des enquêtes poussées sur les Frères musulmans en Europe, notamment en France, en Belgique et en Norvège. Les agents suisses ont rédigé des rapports sur des personnalités et des organisations appartenant ou étant considérées comme proches de la confrérie, mais ont également produit de grandes infographies par pays, reliant des dizaines de noms – de personnalités publiques mais aussi d'anonymes – censés graviter autour des Frères musulmans.

Ces documents ont été présentés par les équipes d'Alp à Mohammed, l'agent des services émiratis, lors de réunions de travail à Abu Dhabi, comme l'atteste la photographie ci-dessous. Quel usage a été fait de ces listings ? Contacté *via* son ambassade à Paris, le gouvernement des Émirats n'a pas répondu.

### Illustration 3

Un agent émirati consulte les documents d'enquête fournis par Alp Services, à Abou Dhabi. © Document Mediapart

Dans sa mission, Alp Services s'est aussi attaché les services de chercheurs. À commencer par l'universitaire italo-américain Lorenzo Vidino, directeur du programme sur l'extrémisme religieux à l'université George Washington. En janvier 2018, Lorenzo Vidino, qui écrit beaucoup sur les Frères musulmans, signe un contrat de conseil avec la société suisse pour un montant de plusieurs milliers d'euros.

*« Je conseille souvent des entités telles que des cabinets d'avocats, des sociétés de conseil, des cabinets de relations publiques, des entreprises privées, donc ce n'est pas inhabituel pour moi (comme beaucoup d'autres chercheurs) »,* relativise Lorenzo Vidino, qui assure ne pas connaître l'identité du client final : *« Ma relation était avec Alp et je n'ai aucune idée de ce qu'ils ont fait de mes recherches. »* Il considère que l'argent que lui verse l'agence de renseignement privé ne compromet pas son

« *indépendance* ».

## **L'« expert » Roland Jacquard vante aux Émiratis son accès au président Macron**

Au cœur de la relation entre Alp Services et les services secrets émiratis apparaît un autre consultant, français celui-là : Roland Jacquard. Cet ancien journaliste a longtemps écumé les plateaux télé comme « expert » du radicalisme islamiste, grâce à sa casquette de président de l'Observatoire international du terrorisme. Derrière ce nom ronflant se cache en réalité, d'après *Le Monde*, une coquille vide « *sans publications, sans site web, sans adresse postale et sans aucune existence légale* », dont le seul membre serait Roland Jacquard.

Homme de coups, Roland Jacquard a brandi en juillet 2010, sur le plateau de l'émission « C à vous » un supposé manuel sur la manière dont Al-Qaida se protège des services secrets sur Internet. Dès le lendemain, le site Arrêt sur images révèle qu'il s'agirait en fait d'un simple manuel de programmation informatique, librement téléchargeable...

À la même période, un ancien de la DGSE le qualifie, sur son blog sur le site du *Monde*, de « *spécialiste national du scoop moisi* ». En 2001, Roland Jacquard avait dévoilé un numéro de téléphone satellitaire permettant selon lui de joindre l'état-major d'Al-Qaida. L'agent de la DGSE, alors en activité, raconte qu'il a vérifié dans la base de données du service, et qu'il s'agissait en réalité du numéro de la valise Inmarsat utilisée par... la Croix-Rouge dans la zone pakistano-afghane.

Malgré ces déconvenues, le consultant dispose d'un réseau important dans les milieux politiques, militaires et diplomatiques. Selon nos informations, c'est d'ailleurs lui qui aurait amené le client émirati à Alp Services, ainsi que d'autres prospects, liés à l'Angola ou à Monaco.

Le 31 octobre 2020, Roland Jacquard indique carrément à son interlocuteur émirati qu'il doit aller travailler, le lundi 2 novembre, au sein du « centre de crise » de l'Élysée.

Dans le cadre du contrat avec Alp Services, Roland Jacquard écrivait en direct à l'adresse 842943@protonmail.com, utilisée par l'agent émirati Mohammed. Dans ces courriels, il prétend fournir des informations issues des services de sécurité et de l'Élysée, et même du président Macron en personne.

Le 30 octobre 2020, il écrit que « EM » [Emmanuel Macron] a eu un entretien téléphonique avec Angela Merkel « *hier au sujet de la Turquie* ». À l'époque, le président turc Recep Tayyip Erdoğan s'en prend violemment à son homologue français, jusqu'à remettre en cause sa santé mentale. « *La conversation (non publique) a été très tendue* », croit savoir M. Jacquard, avant d'expliquer que « *Merkel décide de négocier directement avec Erdoğan et fait pression sur de nombreux pays européens pour qu'ils attendent décembre avant de prendre des sanctions économiques contre la Turquie* ».

Dans un autre mail, daté du 10 septembre 2020, Roland Jacquard assure auprès de son interlocuteur émirati qu'il a eu la semaine précédente un rendez-vous « *privé* » avec des conseillers du président Emmanuel Macron, du premier ministre Jean Castex, du ministre de l'intérieur Gérard Darmanin et du ministre de la justice Éric Dupond-Moretti, afin de préparer « *avec eux* » une loi contre l'islam radical – il s'agit de la loi visant à « *lutter contre le séparatisme* » qui sera votée l'année suivante.

Roland Jacquard annonce à l'agent émirati que le gouvernement va introduire un contrôle des associations potentiellement liées aux Frères musulmans. Emmanuel Macron évoquera publiquement la préparation de cette future loi un mois plus tard, le 2 octobre 2020, lors de son discours des Mureaux (Yvelines). Dans son mail, Roland Jacquard assure avoir été invité, début octobre, cette fois

par le président Macron en personne, pour échanger à ce sujet.

Dans un mail du 27 octobre 2020 à 842943@protonmail.com, le consultant revendiquait aussi avoir « *fourni* » des rapports au « *ministre de l'intérieur* » concernant une ONG ciblée par la justice pour ses liens supposés avec la mouvance islamiste. « *Après perquisition, l'ONG ne veut pas donner les codes informatiques. Maintenant, ils sont en prison et les services secrets français essaient d'obtenir les codes* », précise-t-il. Sauf que l'information a été publiée dans *Le Parisien* une semaine plus tôt, ce que Roland Jacquard se garde de préciser.

Le 31 octobre 2020, il indique carrément qu'il doit aller travailler, le lundi 2 novembre, au sein du « *centre de crise* » de l'Élysée, sans que cela ne soit corroboré par le moindre élément.

Interrogé sur ces affirmations, l'Élysée répond ne pas avoir « *connaissance des faits évoqués* ». Les cabinets de Gérald Darmanin et d'Éric Dupond-Moretti sont plus explicites encore : les deux ministères indiquent qu'ils n'ont eu aucun contact avec Roland Jacquard.

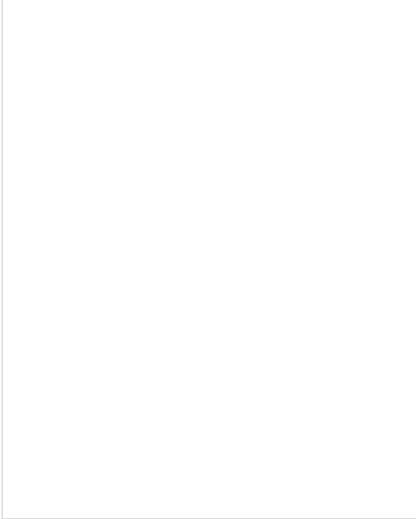
Après plusieurs échanges téléphoniques, Roland Jacquard n'a finalement pas souhaité nous répondre et nous a menacés de poursuites. « *J'observe que vos informations émanent d'une adresse dédiée @protonmail.com* » qui « *a manifestement été hackée, ce qui constitue une infraction pénale* », souligne son avocat, M<sup>e</sup> Patrick Maisonneuve.

## **Alp Services, Alexandre Benalla et l'ambassade des Émirats**

Une autre personnalité française, dont la proximité avec Emmanuel Macron est cette fois incontestable, apparaît aussi dans l'environnement d'Alp Services. Désormais implanté en Suisse, Alexandre Benalla a participé à plusieurs événements organisés par l'agence de Mario Brero. Selon nos informations, les deux hommes ont commencé à travailler ensemble à partir de 2018, après le licenciement d'Alexandre Benalla à l'Élysée.

L'ancien conseiller d'Emmanuel Macron ne tarit pas d'éloges sur Mario Brero : « *C'est quelqu'un de très charmant, charismatique, professionnel. Il n'y a pas énormément de cabinets qui lui tiennent la dragée haute dans le domaine de l'intelligence économique. Cela reste le pape, la référence, en Europe continentale.* »

Illustration 4



Alexandre Benalla participant à un repas organisé par les équipes d'Alp Services.  
© Document Mediapart

Reconverti dans le conseil et la sécurité privée, notamment sur le continent africain, Alexandre Benalla reconnaît avoir « *pu, sur des demandes complexes que je ne pouvais pas traiter ou faire sous-traiter à d'autres, envoyer des gens chez Mario Brero* ». Il s'agit selon lui « *d'hommes d'affaires ou de chefs d'entreprise* » dont il refuse de donner les noms. Alexandre Benalla ajoute n'avoir jamais été rémunéré par Alp : « *Je l'ai fait en amitié, et dans le cadre d'échanges professionnels de service réciproques.* » Et affirme qu'il ignorait que l'agence travaillait pour les Émirats.

L'ancien membre du cabinet d'Emmanuel Macron est pourtant déjà intervenu dans le cadre d'un autre contrat avec le pays : comme l'avait révélé Mediapart, il s'est impliqué, à l'été 2021, dans la mise en place de l'équipe de sécurité de la nouvelle ambassadrice émiratie à Paris, Hend al-Otaiba. Sur des images, Alexandre Benalla apparaissait en retrait et avec un casque de scooter sur la tête, supervisant des opérations.

Il nous avait indiqué à l'époque n'avoir « *jamais été rémunéré* » ni avoir eu de rôle « *opérationnel* » : il se serait contenté de récupérer le contrat émirati auprès d'un « *ami* » pour le confier à plusieurs de ses proches.

## **Un mémo de renseignement sur François Fillon**

Un autre correspondant de l'adresse 842943@protonmail.com, utilisé par l'espion émirati Mohammed, est le journaliste français d'origine algérienne Atmane Tazaghart, proche de Roland Jacquard.

Ancien rédacteur en chef à la rédaction arabophone de la chaîne de télévision France 24, il a été licencié en 2016 pour des propos problématiques tenus trois ans plus tôt sur une télévision libanaise pro-iranienne, où il a notamment qualifié l'intervention militaire occidentale en Libye de « *guerre financée par les Sionistes* ». Il s'est dit victime d'une cabale orchestrée par un journaliste de France 24 proche des Frères musulmans et a obtenu la condamnation de la chaîne aux prud'hommes.

Atmane Tazaghart a par la suite signé des articles dans *Marianne* et collaboré avec le CEMO, un « *centre de recherche* » parisien aujourd'hui en sommeil, qui publiait des articles critiquant les Frères musulmans et le Qatar, sous la direction d'Abdelrahim Ali, un député égyptien proche du dictateur Abdel Fattah al-Sissi. Cet allié des Émirats arabes unis dirige son pays à la suite du coup d'État de 2013 qui a renversé le président islamiste Mohamed Morsi, issu de la confrérie.

Le 28 décembre 2019, Atmane Tazaghart envoie à l'adresse 842943@protonmail.com un courriel intitulé « *Fillon* ». Il contient un mémo au sujet de l'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy et candidat à la présidentielle de 2017, qui a mis fin à sa carrière politique à la suite de l'affaire de l'emploi fictif de son épouse Penelope. Dans son message, Atmane Tazaghart prétend avoir « *réussi à récolter* » des informations sur de prétendus liens financiers de François Fillon avec le Qatar, sans apporter le moindre élément probant. Il profère les mêmes accusations à l'égard d'un diplomate français, là encore

sans fournir de source tangible.

Visiblement très intéressé, son interlocuteur émirati lui réclame des informations supplémentaires sur le diplomate en question. Athmane Tazaghart répond le 14 mai 2020 : « *Mon ami, il m'est déjà arrivé de vous parler de [lui] dans le rapport ci-dessous au sujet de François Fillon. Je vais vous envoyer un rapport encore plus détaillé demain si Dieu le veut.* »

Contacté par Mediapart, l'ancien journaliste de France 24 s'indigne que nous ayons obtenu des e-mails qui viendraient selon lui d'un piratage informatique dont il aurait été victime, et qu'il attribue à un individu proche des Frères musulmans : « *Les e-mails que vous évoquez proviennent de mes données piratées, obtenues de façon illégale, sans mon consentement. [...] La détention, la transmission ou la divulgation de ces données volées relèvent du recel et feront l'objet de poursuites judiciaires.* »

Atmane Tazaghart nous a indiqué par écrit qu'il « *ne souhaite commenter aucun détail ni aucune information provenant [de ce] piratage* », mais il a néanmoins accepté de le faire sur certains points.

Il affirme ne pas connaître l'agent émirati, dont nous avons pu établir qu'il utilise l'adresse mail 842943@protonmail.com. Il affirme que cette adresse est celle d'un centre de recherche émirati, Trends Research and Advisory, avec lequel il collabore, contre rémunération, depuis 2019.

Trends est dirigé par Mohammed Abdullah Al Ali, un communicant proche des autorités d'Abu Dhabi, pour lesquelles il a conçu « *un système sophistiqué pour surveiller, évaluer et analyser toutes les informations sur les EAU publiées par les médias locaux et internationaux* ». Trends consacre, sans surprise, une part significative de ses publications aux Frères musulmans.

Atmane Tazaghart affirme que son e-mail au sujet de François Fillon n'était pas un travail de renseignement, mais un simple « *mémo de synthèse* » que le centre de recherche émirati lui aurait réclamé « *à la veille de la*

*tenue d'un forum* », afin de décider s'il était opportun d'y « *inviter ou pas* » l'ancien premier ministre. « *Ce n'était pas une enquête, il n'y a rien de confidentiel ni de nouveau dans ce truc-là. [...] Toutes ces informations ont déjà été publiées* » dans les médias, affirme-t-il. Malgré le fait qu'aucun article de presse ne mentionne de financement de François Fillon par le Qatar.

Atmane Tazaghart indique aussi qu'il n'a jamais envoyé de rapport sur le diplomate nommément cité, contrairement à ce qu'il avait indiqué à son interlocuteur en mai 2020.

Les justifications du journaliste posent question. Son nom n'apparaît nulle part sur la page web où Trends recense la longue liste des experts étrangers qui ont collaboré avec le centre. On y trouve Lorenzo Vidino – l'universitaire italo-américain payé par Alp Services – mais aussi plusieurs Français, dont le géopoliticien Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

**« On n'était pas forcément dupes, parce qu'effectivement on savait que c'était probablement de l'argent des Émirats, voire d'Arabie saoudite. »**

Christian Chesnot, au sujet du financement de l'édition en anglais et en arabe du livre « Qatar Papers »

Interrogé par Mediapart, Pascal Boniface confirme qu'il a écrit un article pour Trends, mais indique n'avoir jamais écrit à ses interlocuteurs au sein du centre sur une adresse Proton anonyme : « *J'échangeais avec eux via leurs adresses mail professionnelles à leurs noms* », indique-t-il.

Atmane Tazaghart répond qu'il se rend bien dans les locaux de Trends à Abu Dhabi « *tous les deux à trois mois* » afin notamment de contribuer, avec d'autres experts, à *l'Encyclopédie des Frères musulmans* éditée par le centre.

Si Trends utilise un mail Proton anonyme et ne

mentionne pas sur son site les noms des auteurs de l'encyclopédie, ce serait selon lui pour des raisons de « *discretion* » et de « *sécurité* », vu les « *menaces qu'encourent les chercheurs qui travaillent sur les problématiques liées à l'islamisme* », victimes d'« *attaques électroniques et [de] campagnes de calomnies* ».

Trends utilise-t-il vraiment cette adresse mail anonyme ? Ou alors le centre universitaire sert-il, en plus de ses activités de recherches, de couverture pour des opérations des services émiratis ? Interrogé par Mediapart, Trends n'a pas répondu.

### **La piste des Émirats derrière la traduction d'un livre des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot**

On retrouve Atmane Tazaghart dans une autre opération trouble, en lien avec le duo de journalistes Christian Chesnot (France Inter) et Georges Malbrunot (*Le Figaro*), auteurs de plusieurs livres sur le Qatar.

Leur dernier ouvrage, *Qatar Papers*, publié en avril 2019 aux éditions Michel Lafon, s'appuie sur une fuite de documents issus de l'ONG Qatar Charity, stockés sur une clé USB qui a été expédiée par la poste à Georges Malbrunot au *Figaro*, d'après le récit qu'en a fait le journaliste au moment de la sortie du livre. Les documents détaillent par le menu le financement par le Qatar de cent quarante projets de mosquées, de centres islamiques ou d'écoles en Europe, pour la plupart initiés par des organisations liées aux Frères musulmans.

Peu après la publication, Atmane Tazaghart contacte Michel Lafon, et conclut avec l'éditeur, en juin 2019, un contrat d'achat des droits du livre en vue d'en publier des traductions en arabe et en anglais. Le journaliste n'a pas versé l'argent : il a signé, « *sur la base d'une procuration* », pour le compte de la société britannique Countries Reports Publishing.

Problème : Countries Reports Publishing (CRP) est une société-écran, dont le siège est à l'adresse d'un cabinet de domiciliation, installé dans une maison de la banlieue

nord de Londres. CRP n'a ni bureaux, ni site Internet, ni numéro de téléphone, et n'emploie qu'un seul salarié. Le bénéficiaire réel de l'entreprise se cache derrière un prête-nom, Thomas Ashman, qui a administré des dizaines d'autres sociétés.

D'où vient l'argent payé par CRP pour acheter les droits étrangers du livre *Qatar Papers* ? « *Il faudrait demander à Atmane, mais j'imagine que ce sont des gens de Dubaï ou d'Abu Dhabi* », répond Georges Malbrunot à Mediapart. Christian Chesnot ajoute : « *Avec Georges, on n'était pas forcément dupes, parce qu'effectivement on savait que c'était probablement de l'argent des Émirats, voire d'Arabie saoudite.* » Les deux journalistes, ainsi que leur éditeur Michel Lafon, précisent toutefois qu'ils n'ont pas enquêté sur la société CRP et l'origine de son argent.

Christian Chesnot indique qu'il connaissait seulement « *un petit peu* » Atmane Tazaghart : « [Il est] *très anti-Frères musulmans. [...] Je savais qu'il était proche des Saoudiens, des Émiriens.* » « *Bien sûr qu'on a compris qu'Atmane avait des liens, probablement, très certainement, avec les Émirats* », ajoute son confrère du *Figaro*.

Les deux journalistes ont toutefois donné leur feu vert à la vente des droits, dans la mesure où ils ont écrit leur livre « *de façon totalement indépendante* ». « *Que les infos qui ne sont pas favorables au Qatar soient instrumentalisées par les Émirats, c'est de bonne guerre, et c'est la même chose dans l'autre sens*, explique Georges Malbrunot. *On n'est pas naïfs, ça fait trente-cinq ans qu'on couvre cette région, l'information hostile à un pays est exploitée par son ennemi [...] Cela ne nous a pas posé de problème, à partir du moment où les traductions étaient fidèles et qu'il n'y a pas eu de distorsion de l'information.* »

Reste que les deux journalistes ont touché personnellement, en tant qu'auteurs d'un livre critiquant le Qatar, une partie de l'argent versé par CRP, alors qu'ils soupçonnaient que les fonds venaient des Émirats. Cela ne pose-t-il pas un problème déontologique ? Relancés sur ce point précis, ils n'ont pas répondu.

Atmane Tazaghart a refusé de nous dire qui se cache

derrière la société-écran britannique. Contactés *via* les cabinets de domiciliation qui les hébergent, Countries Report Publishing et le prête-nom qui l'administre n'ont pas répondu.

Illustration 5

Présentation de la version anglaise de « Qatar Papers » par Atmane Tazaghart, en présence de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. © Capture d'écran

La mystérieuse société CRP a aussi financé les activités professionnelles d'Atmane Tazaghart. En juillet 2019, il a lancé un site Internet, Global Watch Analysis, qui publie également un magazine nommé *Écran de veille*. Ces publications, qui se présentent comme « *dédiées à la prospection géostratégique, à la veille sécuritaire et à la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le fanatisme sous toutes leurs formes* », consacrent une très grande part de leurs articles à la critique des Frères musulmans.

Or, entre juillet et novembre 2019, la société éditrice de Global Watch Analysis était la société-écran Countries Report Publishing. Elle a été remplacée par la suite par une société française nommée Global Watch Analysis (GWA), qui appartient à Atmane Tazaghart et à son épouse. Mais la mystérieuse société britannique CRP verse à GWA 46 000 euros annuels, selon *La Lettre A*.

Nous n'avons pas pu vérifier cette information, car GWA dépose ses comptes avec « *déclaration de confidentialité* », afin qu'ils ne soient pas accessibles publiquement. Ce n'est pas par « *opacité* », mais pour « *protéger* » la société des « *multiples menaces* » des islamistes, indique Atmane Tazaghart.

En plus d'avoir récupéré la responsabilité du site homonyme, la société française Global Watch Analysis est aussi une maison d'édition. C'est finalement GWA qui a

publié, en accord avec la société-écran CRP, certaines des éditions en anglais et en arabe du livre de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. La sortie de la version anglaise a été promue lors d'une conférence de presse en janvier 2020 dans un hôtel parisien du quartier des Champs-Élysées, en présence des auteurs et d'Atmane Tazaghart.

Coïncidence : GWA a également publié la version française du dernier ouvrage sur les Frères musulmans de l'universitaire Lorenzo Vidino, celui-là même qui est par ailleurs rémunéré par l'agence de renseignement privé Alp Services.

Global Watch Analysis a enfin publié, en avril 2022, l'ouvrage *La Menace mondiale des Frères musulmans*. Il s'agit de la traduction d'un rapport du Congrès américain sur le sujet, accompagné d'analyses de plusieurs experts, dont Roland Jacquard, qui est par ailleurs lié à Alp Services et correspond, comme Atmane Tazaghart, avec l'adresse 842943@protonmail.com.

Interrogé à ce sujet, Atmane Tazaghart indique qu'il n'a aucun lien avec Alp Services, et qu'il a simplement choisi de faire commenter le rapport par « *les gens qui sont les meilleurs sur le sujet en France* », dont Roland Jacquard, qu'il connaît depuis longtemps et dont il apprécie le travail.

**Yann Philippin** et **Antton Rouget**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

## Boîte noire

Provenant d'une fuite de données, dont Mediapart a minutieusement vérifié l'authenticité, le matériau exploité dans cette enquête concerne uniquement des questions d'intérêt général, s'agissant notamment des actions secrètes d'influence et d'ingérence d'un État étranger dans la vie publique française.

Nous avons pu identifier l'agent des services émiratis qui est le principal interlocuteur de l'agence de renseignement privé suisse Alp Services. Nous avons choisi de pas publier son nom et l'adresse mail Proton qu'il utilise. d'une part en raison des risques juridiques.

[Voir plus](#)

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Stéphane Allières et Carine Fouteau

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

**Rédaction et administration** : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : Société Editrice de Mediapart

**Abonnement** : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse :

[serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.